

Déclaration liminaire du 14 février 2020

Madame la présidente,

Tout le monde s'accorde à reconnaître que le climat social est particulièrement tendu. Comment pourrait-il en être autrement, lorsque chaque réforme du gouvernement est synonyme de régression sociale.

La dernière en date, celle de la réforme du système de retraites, en est la parfaite illustration. La mise en place d'une retraite à points se traduit, là où le système s'applique déjà, par une pension équivalente à 53% du salaire au lieu de 75% actuellement.

Les salariés ne s'y sont pas trompés : ils se sont massivement mobilisés, lors des grandes journées d'action, ancrant le mouvement dans la durée.

Au delà de l'opinion publique défavorable au projet de réforme, les différentes caisses de retraite comme les institutions dont la plus haute, celle du conseil d'Etat, ont toutes acté un avis critique voir négatif sur ce plan. Continuer à vouloir imposer ce projet relève, de la part du gouvernement, d'un vrai déni de démocratie.

Notre détermination à oeuvrer pour le retrait du projet de réforme des retraites est intacte, nous continuerons à mettre en avant d'autres solutions de financement plus justes et plus solidaires.

Le cadre général de régression sociale, n'épargne pas les services publics, victimes de suppression d'emploi, de sous financement budgétaire et de restructurations incessantes.

Les principales victimes de la dégradation des services publics sont les plus démunis, qui n'ont pas les moyens de faire appel à des acteurs privés pour s'éduquer, se soigner, ou remplir leurs obligations fiscales.

Dans un cadre de réduction massive d'effectif la DGFIP est en cours de désintégration. Le plan de géographie revisitée est en réalité un véritable dynamitage de notre administration, aux conséquences désastreuses pour les usagers et le personnel.

Conséquences désastreuses au plan social, dont le ministre et le directeur général pourraient un jour avoir à répondre.

Rappelons la condamnation de France Télécom et de ses anciens dirigeants, pour avoir mis en place une réduction des effectifs jusqu'au boutiste selon les termes précis du jugement.

Pour la CGT Finances publiques, le plan de géographie revisitée est un instrument de gestion des suppressions d'emploi.

La déclinaison de ce plan dans le finistère, dont nous aurons à parler aujourd'hui est totalement délirante.

Nous ne sommes pas dupes du poids des personnalités politiques locales influentes dans le choix des implantations de sites.

En réalité nous considérons que c'est l'essence même de ce plan qui est néfaste. Par voie de conséquence nous revendiquons toujours, haut et fort, le retrait du plan Darmanin.

N'y voyez pas un simple slogan ou une quelconque posture syndicale, mais la traduction d'une expression profonde et massive des collègues exprimée notamment lors d'une assemblée générale historique réunissant plus de 300 personnes le 16 septembre 2019 à Chateaulin.

Rappelons que le mot d'ordre retrait du plan Darmanin a mobilisé plus de 70 % de grévistes dans le finistère, donnant à notre département le taux de gréviste le plus élevé en France.

Nombres d'élus locaux, de collectivités, ont exprimé, peu ou prou, leur rejet de la nouvelle carte d'implantation des services de la DGFIP dans le finistère.

Les usagers ont signé par milliers des pétitions exigeant, en tant que citoyens et contribuables, le maintien des services des finances publiques tels qu'ils sont implantés, aujourd'hui, dans notre département.

Faisant preuve de surdité, confinant à l'autisme, la direction a malgré quelques aménagements, maintenu l'essentiel de son projet qu'elle met en oeuvre aujourd'hui.

L'annonce des premières mesures a créé un climat anxieux et délétère dans les services.

Si vous rajoutez, la départementalisation des mutations, les règles de gestion du personnel de plus en plus contraignantes, les bouleversements de l'accueil au moment où les réceptions sont les plus nombreuses et complexes, la difficulté toujours plus grande d'accomplir nos missions, le dysfonctionnement récurrent de nos applications informatiques, vous obtenez une situation dans les services que l'on peut tenter de décrire avec les mots suivants :

souffrance, colère, anxiété, démotivation, écoeurément.

Notre participation à ce comité technique n'a pas pour but, vous l'aurez compris, d'accompagner cette réforme, mais d'en dénoncer les effets, de porter nos revendications et de relayer les interrogations des personnels.